

N° 5383

CHAMBRE DES DEPUTES

2^{ème} Session extraordinaire 2004

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003
concernant la participation du Luxembourg à la Force Interna-
tionale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous
l'égide des Nations Unies

* * *

(Dépôt: le 27.9.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parle- ment au Président de la Chambre des Députés (24.9.2004).....	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal	2
3) Exposé des motifs et commentaire	2
4) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Ministre de la Défense (21.9.2004)	3

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(24.9.2004)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de la Défense, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir dans la Conférence des Présidents.

Le projet en question a pour objet de prolonger la durée de l'engagement luxembourgeois en Afghanistan *jusqu'au 28 février 2005*.

Je joins en annexe le texte du projet de règlement grand-ducal avec l'exposé des motifs et un commentaire.

Je vous saurais gré de bien vouloir réserver un rang de priorité au projet émarginé étant donné que la durée du mandat actuel expire le 31 octobre 2004.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat
aux Relations avec le Parlement,
Octavie MODERT*

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 24 septembre 2004 et après consultation le 20 septembre 2004 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le règlement grand-ducal du 9 mai 2003, tel qu'il a été modifié en dernier lieu le 1er mars 2004 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies est modifié comme suit:

1) L'article 1er est remplacé comme suit:

„**Art. 1er.** Le Luxembourg continuera sa participation à la mission de maintien de la paix de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies jusqu'au 28 février 2005.“

2) L'article 4 est remplacé comme suit:

„**Art. 4.** La durée de la participation luxembourgeoise peut, le cas échéant, être prolongée jusqu'au 15 mars 2005 dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en place de la relève du détachement actuel.“

Art. 2. Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE

Le Gouvernement entend modifier le règlement grand-ducal du 9 mai 2003 tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 1er mars 2004 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies en y apportant un changement quant à la durée de la mission du contingent luxembourgeois à l'aéroport de KABOUL.

Suivant la réglementation en vigueur le mandat pour la présence en Afghanistan de militaires luxembourgeois se terminera le 31 octobre 2004. Il est proposé de poursuivre cette mission jusqu'au 28 février 2005.

La situation instable en Afghanistan demeurant une menace pour la paix et la sécurité internationale, le mandat de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan a été reconduit par une décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La Belgique et le Luxembourg entendent poursuivre leur collaboration aux efforts de stabilisation de la Communauté Internationale en maintenant leur participation au dispositif mis en place pour assurer la sécurité de l'aéroport de KABOUL jusqu'aux élections planifiées en 2004 et la mise en place d'un gouvernement afghan en remplacement de l'autorité transitoire actuelle.

Suivant les déclarations des autorités responsables de l'Armée, le personnel pour cette prolongation du mandat serait disponible. La durée de la participation individuelle restera fixée comme par le passé à 4 mois.

Pour ce qui est de la situation sécuritaire à l'aéroport de KABOUL, elle reste relativement calme d'après les renseignements dont on dispose même si des moments de tension sporadiques naissent. Même si la sécurité ne peut pas être garantie à cent pour cent, l'acceptation du risque n'est pas démesurée dans les conditions actuelles.

Les conditions de travail et les mesures de sécurité sont régulièrement adaptées en fonction des données sur le terrain.

Comme par le passé les participants du contingent luxembourgeois supplémentaire bénéficient d'une formation appropriée avec leurs collègues belges.

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU MINISTRE DE LA DEFENSE**

(21.9.2004)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part que conformément à la loi du 27 juillet 1992 le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération au sujet de la participation du Luxembourg à la prolongation de l'opération de maintien de la paix en Afghanistan.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération a approuvé cette initiative en date du 20 septembre 2004.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER

